

Table des matières

PRÉFACE.....	3
LISTE DES ABRÉVIATIONS	8
INTRODUCTION	9
PARTIE I	
HISTOIRE ET ACTUALITÉ DE LA RÉPRESSION ADMINISTRATIVE	13
CHAPITRE 1	
Le développement des sanctions administratives	15
CHAPITRE 2	
L'existence d'un flou conceptuel	19
I. La distinction entre sanctions administratives et sanctions contractuelles	19
II. La distinction entre sanctions administratives, mesures conservatoires et mesures préparatoires aux sanctions	20
A. Les mesures conservatoires	20
B. Les mesures préparatoires	21
III. La distinction entre sanction administrative et mesure de police	23
CHAPITRE 3	
L'actualité des sanctions administratives : la satisfaction de besoins permanents et renouvelés	27
I. Le domaine réservé de la sanction pénale	28
A. La sanction pénale	28
B. Une fonction propre et des garanties spécifiques	29
II. Le domaine de la sanction administrative « par nature »	30
III. Des besoins renouvelés : le développement des sanctions administratives « par défaut »	33
CHAPITRE 4	
Un essai de typologie des sanctions administratives	37
I. Une large panoplie de mesures administratives	39

II. Les différentes branches de la répression administrative	40
A. Les sanctions organisationnelles	41
B. Les sanctions institutionnelles coercitives	42
C. Les sanctions administrativo-professionnelles	43
1. Les sanctions administratives proprement dites	44
2. Les sanctions professionnelles	44
D. Un îlot répressif spécifique : les contraventions de grande voirie	46

CHAPITRE 5

L'articulation entre répression administrative et répression pénale .. **49**

I. L'autonomie des répressions pénale et administrative	50
II. La règle <i>non bis in idem</i>	52
A. L'application en matière pénale	53
B. L'application en dehors de la matière pénale	53
III. La transaction pénale	56
A. Un mode négocié d'extinction de l'action publique	56
B. Le régime juridique de la transaction pénale	58
C. Un dispositif approchant : la composition administrative	60

PARTIE II

LE RÉGIME JURIDIQUE DE LA RÉPRESSION ADMINISTRATIVE

CHAPITRE 1

Les différentes sources du régime juridique de la sanction

administrative	63
I. La jurisprudence administrative	63
II. La jurisprudence constitutionnelle	65
III. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.	68
IV. Le creuset des jurisprudences : l'exemple de l'application de l'article 6 de la Convention EDH aux procédures administratives de sanction	71
A. La nature des attributions de l'autorité investie du pouvoir de sanction	74
B. La nature de l'autorité investie du pouvoir de sanction	75
C. La nature de l'exigence en cause	76
D. La notion de « tribunal au sens de l'article 6 »	80

CHAPITRE 2

Répression administrative et répartition des compétences entre la loi et le règlement	83
--	-----------

CHAPITRE 3

Un régime juridique consolidé : le droit commun de la répression	87
--	-----------

I. Les règles de forme et de procédure	88
A. Le respect des droits de la défense	88
1. Le champ d'application du principe	89
2. La portée du principe	90
B. La publicité	92
C. L'exigence de motivation	94
D. Le principe d'impartialité	94
1. Des sources multiples et convergentes	95
2. L'impartialité objective	97
3. L'impartialité subjective	105
II. Les règles de fond	107
A. La présomption d'innocence	108
B. La légalité des délits et des peines	110
1. La définition préalable des incriminations	110
2. L'exigence de prévisibilité	113
C. La nécessité des peines	116
1. L'exigence de proportionnalité	117
2. La question des sanctions automatiques	119
D. L'application immédiate de la règle répressive plus douce	122
E. La règle « non bis in idem »	124
F. La responsabilité personnelle et la personnalité des peines	125
1. Le principe de la responsabilité personnelle	125
2. Le principe de la personnalité des peines	126
G. Des garanties supplémentaires devant expressément être prévues par un texte : l'amnistie, la prescription et le droit au relèvement	128
1. L'amnistie	128
2. La prescription	129
3. Le droit au relèvement	131
III. La modulation des garanties	133

PARTIE III

LES GARANTIES POSTÉRIEURES AU PRONONCÉ DE LA SANCTION : LE CONTRÔLE JURIDICTIONNEL DES SANCTIONS 137

CHAPITRE 1

Les différents contrôles juridictionnels des sanctions administratives 139

- I. Les procédures juridictionnelles 139**
- II. Les procédures administratives soumises au contrôle du juge
de l'excès de pouvoir 140**
- III. Les procédures administratives soumises au contrôle du juge
de plein contentieux..... 141**

CHAPITRE 2

Le développement des procédures d'urgence 145

- I. Une garantie de rang constitutionnel..... 145**
- II. Une effectivité accrue depuis la réforme des référés d'urgence
par la loi du 30 juin 2000 146**

CHAPITRE 3

L'approfondissement du contrôle du juge de l'excès de pouvoir..... 151

- I. Un nombre croissant d'actes susceptibles de recours pour excès
de pouvoir 151**
- II. Un contrôle de plus en plus complet sous le double aiguillon
constitutionnel et conventionnel..... 152**
 - A. L'influence des jurisprudences du Conseil constitutionnel
et de la Cour européenne 152**
 - B. La généralisation du contrôle normal..... 155**

CHAPITRE 4

L'efficacité croissante du recours de plein contentieux..... 159

- I. L'élargissement du champ du contrôle 161**
- II. L'approfondissement du contrôle 163**

PARTIE IV

PERMANENCE ET RENOUVELLEMENT DU MODÈLE DE RÉPRESSION ADMINISTRATIVE 167

CHAPITRE 1

Les caractéristiques épargnées..... 169

- I. La nature de l'organe investi du pouvoir de sanction 169**

II. Le caractère exécutoire de la sanction administrative	170
III. Les spécificités de la répression disciplinaire des agents publics	171
CHAPITRE 2	
Les caractéristiques affectées	173
I. Le caractère objectif de la sanction administrative et le faible rôle de la victime	173
A. Les sanctions disciplinaires	174
B. Les sanctions administrativo-professionnelles	175
C. La justiciabilité des refus de poursuivre ou de sanctionner	176
II. Le cumul des fonctions et les modalités de leur exercice respectif	179
A. Les conséquences organiques et fonctionnelles à l'égard des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes	179
B. Les conséquences organiques et procédurales à l'égard des autorités administratives classiques	183
1. Le verrou matériel	184
2. Le verrou organique	185
III. La prohibition de la réformation in pejus	187
BIBLIOGRAPHIE	191